

Stratégie

Le plan de Paul Biya pour la capture de Mebe Ngo'o



Recours contentieux
Désillusion pour le Sdf et l'Udc devant le Conseil constitutionnel

P.2

Cameroon-France relations
DG of PROPARCO expected in Cameroon

P.6

Fotokol
Au moins 5 militaires camerounais tués par Boko Haram

P.4

Nord
Démission en cascade des militants de l'Undp

P.4

Nico Hale

«Commission needs the commitment of each and every Cameroonian to meet its goals»

• The barrister, Member of the National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism reacts on the commission one year on. P.3



Recours contentieux

Désillusion pour le Sdf et l'Udc devant le Conseil constitutionnel

Le nommé Djendje et le représentant de l'Udc n'ont pas eu gain de cause.

Les requêtes en annulation du Social démocratique front (Sdf) portée par le sieur Djendje valentin Kleber et de l'union démocratique du Cameroun (Udc) n'ont pas prospéré. Elles concernaient respectivement la tenue des élections sénatoriales dans les régions du Sud-Ouest et de l'Ouest.

Le premier recours avait trait aux sénatoriales dans les conditions sécuritaires qui n'étaient pas organisées dans les départements du Lebiam et du Kupe-Manen-

gouba dans la région du Sud-Ouest, tandis que le second est revenu sur le changement de candidat dans un liste.

Les 11 membres du Conseil constitutionnel ont estimé que la requête du Sdf était irrecevable parce que le demandeur Djendje Valentin n'a aucune qualité requise. Du coup, sa requête a été qualifiée de non justifiée. Concernant l'Udc, la requête était recevable en la forme, mais pas au fond, le conseil ne pouvant statuer sur des affaires internes d'un parti. Il faut noter que concer-

nant le Sud-Ouest, les Conseillers municipaux ont été transportés en hélicoptère pour aller voter dans la ville de Dschang.

Les revendications

Le Social démocratique front (Sdf) avait introduit une requête en annulation des résultats des sénatoriales dans toutes la région du Sud-Ouest dans laquelle le parti de John Fru Ndi était en compétition avec le Rdpc. Le Sdf a dénoncé des irrégularités lors du scrutin qui s'est déroulé le 25 mars 2018 en remettant en cause les conditions sécuritaires



Le Conseil constitutionnel a tranché, les résultats sont attendus

du déroulement du scrutin dans le Lébialem-Kupé Manengouba.

La requête de l'union démocratique nationale (Udc) portait sur l'annulation des élections sénatoriales dans la région de l'Ouest en relation avec

l'heure, le dépouillement du scrutin, le recensement et la publication immédiate des résultats du scrutin. Les partis politiques n'attendent plus que les résultats.

Hervé Ndongbong

Adamaoua

L'armée libère deux otages

Les nommés Baba Hassana, 72 ans et Abdoulaye Mama 56 ans, ont retrouvé la liberté à la suite d'escarmouches le 30 mars dernier entre les éléments du 5ème bataillon d'intervention rapide (Bir) et des preneurs d'otages.

Dans leur cavale dans les forêts, les malfrats sont tombés dans un guet-apens tendu par les forces de défense nationale à la frontière entre les régions du Nord et de l'Adamaoua. Ces ravisseurs lourdement armés avaient kidnappé quelques jours auparavant deux éleveurs dans les villages Falingo et Toubéré, dans les encablures de la ville de Ngaoundéré, arrondissement de Ngan-Ha. Dans leur fuite

avec leurs otages, ils ont pris la direction de la région du Nord, traversant la brousse et escarpant les montagnes qui jonchent cette zone dangereuse. C'est finalement les éléments du 5ème bataillon d'intervention rapide (Bir) de l'Adamaoua qui les ont interceptés dans un petit village non loin de la localité de Gamba, à la suite d'un renseignement des populations, qui ont signalé la présence des individus suspects dans leur contrée. Dans un échange de tirs nourris, les

malfrats ont pris la fuite en direction du parc national de la Vérité, abandonnant les otages. Selon diverses sources sécuritaires, l'on apprend que c'est après plusieurs heures d'affrontement que les preneurs d'otages lourdement armés ont battu en retraite dans la forêt.

Les deux éleveurs avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 2018. Les preneurs d'otages avaient pris le soin de laisser leur numéro de téléphone aux enfants des deux éleveurs.

Une rançon de plusieurs millions de francs avait été réclamée à la famille pour leur libération. Pour les deux otages, leur libération est un miracle. L'un des ex-otages a raconté leurs péripéties. « Ils sont arrivés en demandant Aladji Abdoulaye propriétaire de deux troupeaux. Sans hésiter ils m'ont demandé de les suivre. C'est en route pour la brousse que j'ai découvert que je n'étais pas seul. Ils avaient aussi enlevé Alhadji Baba Hassan. Nous avons marché en brousse pendant des

jours et des nuits sans manger. C'est grâce à Dieu que nous sommes encore vivants. Nous remercions l'armée », confie Alhadji Abdoulaye Mama. Selon lui, ses bourreaux étaient entrés en contact avec l'un de ses fils. Ils menaçaient de le kidnapper s'ils ne versaient pas la rançon. Idem pour le septuagénaire Baba Hassana. Leurs bourreaux, selon les témoignages des ex-otages, s'exprimaient en fulfuldé et en arabe.

Louis Baassid

QUOTIDIEN BILINGUAL DAILY

émergence

Le quotidien privé bilingue au Cameroun
The bilingual private daily in Cameroon

L'information pour l'action et le développement
Information for action and development

Une Publication de Marketing and Communication
(MARCOM)

Fondateur-Directeur de Publication :
Magnus Biaga

Rédaction Centrale

Rédacteur en chef : Kami Jefferson : 698 320 661

Rédacteur en chef adjoint : Zéphirin Koloko : 696 649 527

Chef Service Politique : Kami Jefferson : 698 320 661

Chef Service Economique : Hervé Ndongbong : 679 289 078

Chef Service Société : Rosette Ombessack : 677 740 656

Chef Service Sport : Alfred Epacka : 694 845 548

Bureaux Régionaux

Chef de Bureau Littoral : Michèle Ebongue : 696 192 113

Chef de Bureau Ouest : Serge Todjom : 675 068 097

Chef de Bureau Nord : Félix Swaboka : 698 474 806

Chef de Bureau Adamaoua : Louis Bassid : 694 587 281

Chef de Bureau Sud : Jean Ismaël Bekilé : 696 237 930

Chef de Bureau Est : Bossis Ebo'o : 697 487 057

Chef de Bureau Nord-Ouest : Wambo Emmanuel : 673 577 978

Chef de Bureau Sud-Ouest : Nsonyi Armstrong : 675 583 673

OAPA/ABCs
OBSERVATOIRE AFRICAIN DE LA PRATIQUE DES AFFAIRES
AFRICAN BUSINESS CLIMATE SURVEY
Indice du climat des affaires
Business climate index

OAPA/ABCs

INTEGRATION - PERFORMANCE - SECURITE

UN OUTIL DE MANAGEMENT
AU SERVICE DE LA PERFORMANCE
DU SECTEUR PRIVE

EFFICACITE ET COMPETITIVITE

AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

DESORMAIS :

- JE CRÉE MON ENTREPRISE SOUS LE STATUT DÉCLARATIF D'ENTREPRENANT EN 24H CHRONO ✓
- JE CRÉE MA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AVEC UN CAPITAL SOCIAL DE 100 000 FCFA SEULEMENT ✓
- LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES SONT À MA PORTÉE : CONDUITE DES MISSIONS ET CONFÉRENCES ECONOMIQUES, FINANCEMENT, JOINT-VENTURES, JUMELAGES, LEASING, CREDIT BAIL... ✓

J'ADHÈRE À L'OAPA EN CONNAISSANCE DE CAUSE

BP : 1668 Yaoundé - Cameroun / Cameroon
Tél : +237 677 604 234 / 694 188 618
Email : contact@oapa-abc.org - Site web : www.oapa-abc.org

Nico Hale

«Commission needs the commitment of each and every Cameroonian to meet its goals»

The barrister, Member of the National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism reacts on the commission one year on.



You just received an international recognition, what is it all about?

It was a pleasant surprise, I was invited to the National Assembly to attend a one day international conference of parliamentarians for peace and it coincided with a meeting I had in Douala so I could not make it. In the evening of the same day I started receiving calls from Yaounde congratulating me for my "ambassador for peace" award. I didn't even know that in the sidelines of the conference there was going to be an award. It was a big surprise because people started calling and congratulating me addressing me Mr Ambassador. In my usual style I hate titles as I like people to call me Nico Hale. You know what titles

have done. People carry titles that mean nothing everywhere they go, I am a humble person I like to be called Nico Hale. It was really humbling for them to recognize my efforts toward peace crusading for over 28 years in Cameroon and abroad and I say thanks to God Almighty. Though this is not the first time I'm getting an award in this direction but it has come to encourage me to do more. Peace to me is my hallmark; it's the most important aspect everywhere. I am living my father's legacy.

You are a member of the National Commission for Bilingualism and Multiculturalism and one of the reasons why this commission was created is to resolve some issues raised by

disgruntled Anglophones, what has this commission done so far in this direction?

It is true that the president of the republic appointed us on March 15, 2017 as members after creating this commission as part of the solutions to the grievances of Anglophones but I don't think I am in a good position to say exactly what we have done one year on. Cameroonians should be able to judge us on what we have done so far. The commission belongs to Cameroonians, it's a national affair. When we were being installed I said in an interview that Cameroonians should stand by the commission, encourage and make it to work because if the commission fails it means the people have failed. I said to myself that

each time I was called to do work for my nation; I will do with all commitment even if it's sweeping the streets. In whatsoever way we should serve our country with patriotism. So you should be better chanced to tell the public what we have done as a journalist based on your investigations. I don't like answering such questions because it will be like I'm trying to justify what we have done.

Is there any possibility that peace will one day reign in the North West and South West regions?

By brother, there is no problem in the world without a solution. Even after World War I, there was the Versailles reconciliation, people fight, and dialogue. The only solution behind what is happening in this regions is dialogue with people who are committed, devoted and a good will for this to happen. So I think there is a possibility for peace to return to this nation. Cameroonians in general are peace lovers and God fearing. We can overturn this if we turn to God for direction. Since the beginning of this crisis I have been on the field on permanent basis as peace crusader and most of the times unannounced. I'm just back from another peace mission unannounced because those who are making gains out of this crisis always like to come and disturb or kill you. We need to restore justice, equity and all those core values that can keep us going.

You have been very instrumental in the North West Fons Union (NOWEFU) as Ntumfor but today the association is in factions, why

have you abandoned the fons?

I have not relented my efforts. When you have a structure like NOWEFU that has been hijacked by politicians or politicized, that has been thrown to the dogs in the sense that it has been thrown to the public and our traditional institutions no longer have the image that they had before, what do you expect? When I was active in the association, there was no such division but when the politicians came and started fighting me and appointing one million Ntumfors, I told them that a title does not make a man but a man makes a title. Titles were sold along the roadside making the titles so weak, one gives a bottle of beer you give him a Ntumfor. Politicians bought these weakening the titles and region. I said to myself this is an association that I have invested my time and resources to make it known nationally and internationally how comes it is being traded to politicians who have nothing to offer. The fons made me Ntumfor because of what I have done to them and to Cameroon contrary to others who rig elections, kill and embezzle. I have been saying this over and over because if you are an honest north westerner you will not do what some of them are doing. I can't be happy with these fons as before because they have sold their image cheaply. Anyway some of them have called me expressing their regret but by birth I support anything that's good for humanity. So Mr. Journalist I have not abandoned them, the only thing I withdrew myself because of some decadence behavior fallouts and betrayal.

*Interviewed by
Amos Muang Nsah*

Dembo

213 militants de l'Undp ont rejoint les rangs du Rdpc

Les cadres et des militants de la section de l'UNDP de Dembo ont été accueillis par le président de la section Rdpc Benoué-Nord.

Dans la région du Nord-Cameroun, le parti de Bello Bouba Maigari traverse une crise depuis quelques mois. Les décisions prises par Bello Bouba Maigari, suspendant trois cadres de l'UNDP de leurs fonctions, notamment le Maire de Pitoa, Ousmanou Aman Sa'Aly (membre du bureau politique et du Comité Central de l'UNDP, président de section l'UNDP de Pitoa), n'ont pas plus à tout le monde. Cela a eu des répercussions sur les militants et militantes de l'Undp dans le Nord. Dans l'arrondissement de Dembo, les cadres et des militants de la section de l'UNDP de Dembo ont été accueillis par le président de la section Rdpc Hayatou.

La cérémonie d'accueil des transfuges de l'Undp était présidée par le président de la section Hayatou par ailleurs maire de la commune de Dembo, émissaire de la présidente départementale du Rdpc dans la Bénoué. A l'occasion, un meeting a eu lieu. Les nouveaux militants du Rdpc ont reçu des pagnes du parti et leurs cartes d'adhésion respectives. Selon les explications du président de la section Rdpc Bénoué-Nord, la cérémonie d'accueil des nouveaux est l'aboutissement d'une longue démarche entamée par les démissionnaires il y a quelques mois. « Nous avons voulu nous rassurer de la sincérité des nouveaux militants que nous avons présentés au grand public de Dembo », a affirmé le



Le président de la section rdpc et les ex militants de l'undp de dembo.

maire de Dembo. Bello Toupoufoulki, le chef de file des démissionnaires de la sous-section Undp de Dembo, dit avoir agi

avec ses camarades et frères pour l'intérêt de leur localité. « Nous nous sommes rendus compte que l'Undp nous utilisait

et nos intérêts n'étaient pas une préoccupation », a-t-il expliqué.

Felix Swaboka

Fotokol

Au moins 5 militaires camerounais tués par Boko Haram

L'armée camerounaise et les autorités administratives de la région de l'Extrême-Nord du pays, ont pris de nouvelles mesures pour neutraliser les incursions de la secte islamiste.

Sagmé, une localité de l'arrondissement de Fotokol, dans le département du Logone-et-Chari, région de l'Extrême-nord, a été en proie aux exactions de Boko Haram dans la nuit du dimanche à lundi aux environs de 17h 50. « Les assaillants, sont arrivés vers 17h 50 mn. Ils ont pris pour cibles des militaires, sur qui ils ont ouvert le feu. Les soldats camerounais de la Force multinationale mixte ont été pris par surprise », indique un membre du comité de vigilance dans le département du Logone-et-Chari joint au téléphone par le reporter

d'Emergence. « Ils nous ont attaqués dans la nuit vers 18h00, au poste de Sagme » renchérit une source sécuritaire, sous couvert d'anonymat. « Un lieutenant a été égorgé avec quatre autres militaires. Les terroristes ont aussi emporté des armes », a ajouté cette source. Des renforts du BIR sont venus de Fotokol. Face à eux, les assaillants ont effectué un repli. Le bilan provisoire fait état de 05 militaires camerounais tués et des blessés.

Dans la nuit de dimanche à lundi, deux attaques de Boko Haram, ont été repoussées par l'armée. La première attaque a eu lieu



Au moins 5 militaires camerounais tués par Boko Haram

aux environs de 22 heures. Au cours de celle-ci, un membre du village Mogberé, a été égorgé et plusieurs cases incendiées.

Depuis le 30 mars, on est toujours sans nouvelles d'un soldat camerounais à l'issue des affrontements entre les l'armée came-

rounaise et les assaillants de Boko Haram dans les environs de Fotokol.

F. S.

Opération épervier

Quand Paul Biya mettra le grappin sur Mebe Ngo'o

Le président de la République attend le bon moment.

A l'heure actuelle, l'ex-ministre des transports doit avoir perdu le sommeil. A quand son tour ? se demandent les Camerounais. C'est que, depuis sa sortie de l'équipe gouvernementale, toutes les casseroles qu'il traînait jusqu'alors et dont le poste ministériel lui conférait une immunité, ont ressurgi. On l'a annoncé au tribunal criminel spécial, pour être entendu. L'opinion publique scrute l'horizon, en vain. D'abord, concernant l'opération épervier, il n'y a qu'un commandant de bord, c'est Paul Biya. Autrement dit, c'est lui qui dispose du calendrier. Mebe Ngo'o n'est pas n'importe qui. On parle quand même d'un homme qui aura été directeur du cabinet civil, délégué général à la sûreté nationale, ministre délégué en charge de la défense... et qui aurait commencé à nourrir des ambitions allant au-delà des fauteuils ministériels. Il s'agit donc d'un gros poisson. Paul Biya ambitionnait en fait de faire arrêter aussi bien Mebe Ngo'o que Atangana Kouona. Cependant, avec sa fuite, ce dernier a lui-même pré-

cipité son arrestation. A la réalité, il ne sert à rien pour Paul Biya de mettre présentement son ex-Mindef sous les verrous. Politiquement, il n'y a pas d'enjeu immédiat. Or, l'arrestation de cette haute personnalité doit produire des effets positifs pour le chef, qui sait que le peuple attend cela. Soit, il le fait capturer juste avant la présentation de sa candidature à la présidentielle, soit à la veille d'un congrès du Rdpc à l'issue duquel il sera reconduit à la tête du parti et donc, sera le candidat naturel. Ainsi, il pourra exciper la « tête » du déchu comme un trophée de la lutte contre les détournements de deniers publics et la corruption.

Il pourra plaider que nul n'est ici à l'abri, qu'il mènera une lutte sans merci contre les prévaricateurs et autres délinquants à col blanc et qu'on devrait le voter une nouvelle fois pour qu'il puisse parachever le travail. Capturer l'ex-ministre maintenant ressemblerait à coup d'épée dans l'eau dont l'effet ne durera pas assez longtemps pour faire passer la pilule de ses ambitions de rester au pouvoir au-delà de 2018. Il doit le faire en res-



Quand Paul Biya mettra le grappin sur Mebe Ngo'o

pectant le bon timing. Voilà pourquoi Mebe Ngo'o peut, pour le moment déferer aux convocations du Tcs et rentrer libre chez lui. Ce sont tout au moins des actes interruptifs de prescription. Quand l'heure du chef va sonner, ce sera l'hallali. En outre, l'arrestation de Mebe Ngo'o doit permettre à Paul Biya de faire passer en douce l'idée de sa candidature, même auprès des occidentaux, à qui il pourrait vanter sa détermination à vaincre le mal. Dans tous les cas,

le peuple aurait alors là le sang qu'il veut, tandis que le président pourra briguer le nouveau mandat auquel il tient tant. Dans l'histoire politique de ce pays, Paul Biya a rarement (en dehors de Siyam Siewe et Atangana Kouona qui l'a cherché), fait mettre en détention l'un de ses anciens ministres tout de suite après l'avoir éjecté du gouvernement. Il s'écoule toujours quelques mois, en fonction des intérêts politiques du chef. On peut ici citer le cas de Marafa

Hamidou Yaya, qui a quitté le gouvernement lors du remaniement du 09 décembre 2011 et qui sera présenté au juge d'instruction le 16 avril 2012. C'est aussi le cas d'Atangana Mebara. Chassé du gouvernement le 07 septembre 2007, il est mis en cause en août 2008. Ce laps de temps permet aussi au président de la République de neutraliser les soutiens déclarés et latents de ses adversaires.

Kami Jefferson

Démocratie

Les femmes en quête de plus de responsabilités politiques

Le réseau More Women in Politics, plaide pour la nomination d'au moins dix femmes sénateurs sur les 30 dévolus au chef de l'Etat.

Elles sont plusieurs centaines de femmes de la région de l'Ouest et du Nord-ouest, de partis politiques différents qui ont répondu à l'appel de Justine Dikko, coordonnatrice du réseau More Women in politics. C'était ce mardi 3 avril 2018 dans la salle de conférences des services du gouverneur de la région de l'Ouest. Les femmes du Rdpc, Sdf, Mrc, Fsn, Unpd, Udp et Udc ont été très concentrées pour écouter les conseils de la coordonnatrice de ce mouvement, avec à

ses côtés Célestine Courtés Keutcha, maire de la commune de Bangangté, Joséphine Fokam Mandu, 2ème adjoint au maire de la commune de Bafoussam 1er, Rachel Sonkin, secrétaire nationale à l'éducation à la sortie du Social Democratic Front. Il était question pour cette dame bien connue de ses sœurs, d'amener la femme à avoir confiance en soi. Ne plus rester en arrière et subir politiquement, mais comprendre que la femme à son mot à dire en politique. A travers le programme solidarité féminine, les femmes ont

appris qu'il est important et nécessaire de se soutenir. A cet effet, les femmes doivent cesser de se combattre au profit des hommes. Et Rachel Sonking, dans son intervention de rappeler en d'autres termes que tout ce qui est fait pour la femme, sans la femme, est contre la femme. L'épouse de sénateur sortant du Sdf, demande aux femmes de tout faire pour se retrouver dans les instances de décision que sont les mairies, le parlement et le sénat. Dans la même lancée, Célestine Courtés prendra la parole pour renchérir le combat

du professeur Dikko, demandant aux femmes de vaincre la peur, d'affronter tous les obstacles. Il ne s'agit pas de minimiser ses responsabilités de femme au foyer, mais de savoir les assumer. « On ne vous demande pas de manquer de respect à vos époux. Mais de trouver des stratégies pour les amener à vous comprendre. Il faut oser, montrer qu'en tant que femme, on doit participer au développement de son pays ». Et Joséphine Fokam, ancienne directrice de l'hôpital régional de Bafoussam et actuellement 2ème ad-

joint au maire de Bafoussam 1er, appelle les femmes à une forte solidarité entre elles, car pour elle, après la politique, quelle que soit la chapelle, les femmes doivent se retrouver, pour échanger sur la cuisson d'un met, le développement personnel. La coordonnatrice de More Women in politics a dit que le Cameroun est sur la voie de la parité comme demande les institutions internationales, avec la volonté du président de la république Paul Biya, qui a fait de cela son cheval de bataille.

Jérôme Serge Todjom

L'agriculture familiale

Un potentiel à exploiter

Ce secteur négligé et mal entretenu au Cameroun est pourtant source du développement du secteur.

Comme dans de nombreux pays d'Afrique, le secteur agricole peut bien se porter au Cameroun. Tout y est pour que l'agro-industrie reflète le potentiel qu'elle comprend. La terre et la main d'œuvre qui sont les éléments principaux de l'agriculture sont à la disposition des travailleurs de la terre au Cameroun. Selon le Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (Acefa), la moyenne de surface exploitée au Cameroun est de 5hectares pour 2,8actifs familiaux et 0,8actifs salariés. Créant ainsi des valeurs ajoutées de 1,5milliard de francs CFA. Ce Programme qui met en évidence les projets agricoles informe que pour le développement social et économique du pays, l'agriculture familiale est essentielle. « Il faut

faire confiance aux petits agriculteurs », a martelé Dr Bouba Moumini, coordonnateur national Acefa. Mais pour ce faire, ces agriculteurs ont besoin de se faire accompagner. « Sans investissement, rien ne pourra marcher. L'obstacle de crédit à moyen et à long terme est un obstacle à la modernisation de l'agriculture », s'indigne le coordonnateur général Acefa. A l'en croire, le développement agricole est surtout possible à l'échelle du village, d'où son importance. C'est pourquoi il faut avant tout, reconnaître le potentiel des agriculteurs familiaux. Eux dont la provision agricole est de 70% et qui représentent 60% du secteur rural de l'emploi.

Toutefois pour que ce secteur se développe, il faudrait que naisse une relation entre l'agro-industrie et ces agriculteurs. Il faut en outre densifier la petite transformation. Elle qui

commence dans les villages, de telle manière que massifiée, on peut ramener de gros volumes au niveau de l'agro industriel. C'est sur ce qu'Acefa a réfléchi sur un dispositif pour accompagner ces initiatives. Sauf que, des ententes doivent naître des parties. Elles qui depuis 40ans ne trainent aucune relation. Une situation qui est différente dans des pays tels que la Côte-d'Ivoire.

Problèmes de financement

Comme dans chaque activité, il se pose des problèmes liés au financement. Les banques, ici comme ailleurs, sont frileuses au financement, alors qu'il y a des possibilités et des garanties à faire. Ce qui amène ainsi le Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales à obliger les banques à prendre un risque. « L'Etat camerounais doit jouer



L'agriculture familiale

son rôle comme en Côte-d'Ivoire, comme au Ghana, au Maroc. Il y a de la potentialité, mais il y a un problème de financement », soutient Dr Bouba Moumini. Pour lui, l'Acefa fait du mieux qu'elle peut, car elle accompagne par le conseil des agriculteurs, élabore des projets et demande aux agriculteurs d'ouvrir des comptes bancaires. « Donc ils font de

l'épargne, on les met en liaison avec des banques, on finance, mais il faut que les banques prennent la suite », dit-il. Toutefois, il faut reconnaître que le problème de financement n'est pas la seule difficulté des agriculteurs. Car figure également celle de la non-considération de l'agriculture familiale.

Michèle Ebongue

Cameroon- France Relations

The Director General of PROPARCO, a subsidiary branch of the French Development Agency to visit Cameroon as from April 6, 2018

The Director General of PROPARCO Grégory Clemente, whose institution is a sub branch of the French Development Agency (AFD), is to begin a two day working visit to Cameroon as from April 6, 2018. The visit falls in line with part of the activities to mark the institution's 40th anniversary. During his stay in the country, he will review the development projects in which PROPARCO has provided financial support.

The sectors that PROPARCO has intervened include energy, infrastructure and the financial sector. Several other activities will characterize his visit. On April 6th there will be a

press lunch offered by the French national. Secondly, the activities of the group in Cameroon and areas of development will be presented by a panel made up of Grégory Clemente, Christian Yoka, director of the Regional representation of the AFD in Cameroon and Thomas Husson, head of the PROPARCO office in Douala.

Among other activities there will be a conference under the theme «Corporate Governance, a path to investment, a stepping stone to the future? Grégory Clemente will also seize the opportunity of his stay in Cameroon to meet with government officials, potential partners and take stock with local teams from AFD and PRO-



Road construction funded by AFD

PARCO. Cameroon is therefore a strategic country for PROPARCO. It is in Paris that

the celebration of the 40 years of this institution started. Anniversary that continues in regional offi-

ces around the world including that of Central Africa based in Cameroon.

By Amos Muang Nsah

Emission des titres

Le Trésor public camerounais se loupe

Annoncé sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le 28 mars 2018, pour une émission de Bons du Trésor assimilables de 10 milliards de francs CFA, le Trésor public camerounais n'a finalement mobilisé que 5 milliards de francs CFA, sur une offre globale des investisseurs de 9,5 milliards de francs CFA, apprend-on officiellement.

C'est la première fois, depuis le lancement du marché des titres de la BEAC, en décembre 2011, que l'offre finale est inférieure à la demande du Trésor public camerounais, principal animateur de ce marché désormais très couru par les six pays de la Cemac.

L'on apprend également que certains investisseurs ont exigé jusqu'à 4%, en guise de rémunération des financements mis à la disposition du gouvernement camerounais, dans le cadre de l'opération d'émission des titres publics du 28 mars 2018.

Cette exigence pourrait présager d'un nouveau renchérissement du financement camerounais sur le marché de la BEAC, au cours des prochains jours, après une embellie observée en février dernier.

Oscar Onana



Une vue du siège de la Béac

Gestion publique

Les dépenses budgétaires pour l'exercice 2017 s'élèvent à 4 363,8 milliards contre des recettes de 4 451,9 milliards FCFA

Le Ministère des finances (Minfi) informe que les dépenses budgétaires totales du Cameroun s'élèvent à 4 363,8 milliards FCFA à fin décembre 2017 contre 4 451,5 milliards FCFA à fin décembre 2016. Ce qui représente une baisse de 87,7 milliards (-2%), imputable aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement.

Concernant principalement ces deux postes de dépenses, indique le Minfi, les charges courantes de l'Etat reculent de 188,6 milliards (-8,1%) et se situent à 2 152,7 milliards FCFA, à fin décembre 2017. Par rapport aux 2 059,3 milliards prévus, elles sont en dépassement de 93,4 milliards, soit un taux d'exécution de 104,5%. Les coûts d'investissement, eux, s'élèvent à 1 485 milliards au terme de l'année 2017 contre 1 514,6 milliards en 2016, soit une baisse de 29,6 milliards (-2%). Par rapport à l'objectif annuel de 1

587 milliards, ces dépenses sont en retrait de 102 milliards. Cela représente un taux d'exécution de 93,6%. De façon générale, le Minfi fait observer que par rapport aux 4 373,8 milliards FCFA prévus pour les dépenses budgétaires au cours de l'exercice 2017, le taux d'exécution est de 99,8%. Par ailleurs, l'Etat du Cameroun se félicite d'avoir enregistré plus de recettes (4 451,9 milliards FCFA) que de dépenses (4 363,8 milliards). Soit un gain de 88,1 milliards FCFA pour les caisses publiques.

O.O.



Les dépenses budgétaires pour l'exercice 2017 s'élèvent à 4 363,8 milliards contre des recettes de 4 451,9 milliards FCFA

Affairisme dans l'église

Le talent des hommes de Dieu

Homosexualité, pédophilie, escroquerie, affairisme les animent presque tous, au grand malheur des brebis qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Les hommes de Dieu, censés être des exemples pour la société vivent à l'envers. Et le phénomène va croissant au fur et à mesure que le temps passe. Homosexualité, pédophilie, escroquerie, affairisme... les animent, au grand malheur des brebis qui ne savent plus à quel saint se vouer. Tenez par exemple, l'actualité de ces derniers jours au Cameroun. Il y a 02 jours, le vicaire de la paroisse de Mokolo à Yaoundé a été interpellé par les éléments des forces de l'ordre, puis relaxé. La raison, il serait complice de la fuite de l'ex-ministre de l'eau et de l'énergie, Basil Atangana Kouna.

Avant cette histoire, le très célèbre homme de Dieu Dieunedort Kamdem est recherché depuis le 1er mars dernier par la police judiciaire du centre, pour escroquerie. Et il y a plusieurs jours, un pasteur était impliqué dans une affaire de pédophilie doublée de meurtre, sur 02 enfants de sexe féminin âgées respectivement de 07 mois et 06 ans. Sans oublier



Une église

ce pasteur qui a récemment enceinté plusieurs femmes mariées de son église. Et la liste n'est pas exhaustive. Non pas que nous demandions aux responsables des églises d'être parfaits. Loin de là, puisque la perfection n'est pas de ce monde. Toutefois, se réclamant représentants du Christ sur terre,

on pense qu'ils devraient être des exemples en matière de moralité. Cet état de chose crée la panique au sein de l'opinion publique, qui s'interroge : Qu'est-ce qui ne va pas ? L'église reste-t-elle néanmoins un lieu de refuge ? A qui faire désormais confiance ? Toutes ces questions

sont pertinentes à plus d'un titre. En effet, ne nous a-t-on pas présenté l'église comme un lieu de refuge et les hommes de Dieu comme de potentiels bergers dont la mission première est de faire paître les brebis ? Ces responsables d'église ne nous prêchent-ils pas Christ comme modèle pour n'avoir

fait que du bien au point de donner sa vie pour sauver l'humanité ? Pourquoi ces hommes de Dieu agissent-ils en marge de Christ, qu'ils qualifient eux-mêmes de modèle ? Nous avons approché quelques personnes qui nous donnent leur avis sur la question.

Rosette Ombessack

Réactions..... Réactions..... Réactions

Eric Honoré Ngomo,
président de « J'aime le Cameroun »
« Vivement que les pouvoirs publics prennent ce problème au sérieux »



C'est une problématique très complexe qui détruit notre société aujourd'hui. La soif du gain facile, la notoriété sur des balivernes parfois non fondées avec pour seul objectif, tirer la dernière pièce de votre portefeuille. De plus, la commercialisation de

l'espérance comme s'il en pleuvait et la tolérance administrative qui a laissé un vaste champ à ces vendeurs d'illusion pour des proies faciles. C'est un vaste chapelet qu'on ne saurait égrener, sans prendre en compte les différentes déviations d'homosexualité, pédophilie, escroquerie enrobée d'affairisme et satanisme. Vivement que les pouvoirs publics prennent ce problème au sérieux et que des actions musclées soient menées dans ce sens et que la justice soit plus sévère et proactive.

Marien Ngosso,
membre d'une décision
« Ce qui se passe n'est que la réalisation d'une prophétie biblique »



Tout ce qui se passe n'est que la réalisation d'une prophétie biblique. En effet, il est écrit dans les saintes écritures que beaucoup de gens viendront en peau d'agneau,

pourtant des loups ravisseurs. Il est également dit qu'on les reconnaîtra à leurs fruits. « Et vous saurez s'ils sont de moi ou pas ». Au regard de ce qui précède, il ne s'agit pas de véritables hommes de Dieu, mais de loups rapaces déguisés en agneaux. Toutefois, le loup ne pouvant pas cacher ses instincts dévoreurs, finit toujours par se prendre lui-même.

Aimé Cyprien Olinga,
président du front démocratique révolutionnaire
« L'Etat qui fait la promotion des faux pasteurs »



Dans une société, c'est l'Etat qui encadre tout y compris les églises. Donc, lorsque l'Etat lui-même n'est pas un modèle en termes d'intégrité ne vous attendez pas à ce que l'église fasse exception. Et je pense que c'est une volonté réelle du pouvoir de ne pas assumer ses res-

ponsabilités. On a même comme l'impression que c'est l'Etat qui instrumentalise les églises à des fins qui n'ont rien à voir avec des croyances en Dieu. Quand on considère dans notre société des crimes rituels, des assassinats d'hommes d'église ça veut dire que la morale a fichu le camp et que l'Etat est totalement absent de là où on l'attend en matière d'organisation sociétale. Ce genre de situations fait émerger des bandits, des escrocs de tout genre. Et l'Etat favorise aujourd'hui ces bandits.

Propos recueillis par R.O.

Nord

La région prépare la campagne de vaccination contre la polio

On espère vacciner des milliers d'enfants de moins de cinq ans, dans les districts de santé.

La poliomyélite est une maladie très infectieuse provoquée par un virus. Elle touche surtout les enfants de moins de cinq ans. Le virus attaque le système nerveux et se transmet à travers des aliments contaminés, l'eau souillée et les fesses. Une infection sur deux cents entraîne des paralysies irréversibles, le plus souvent des membres inférieurs. Parmi ces personnes paralysées, cinq à dix pour cent décèdent de paralysie respiratoire. Il n'y a pas de traitement pour soigner la polio mais elle peut être prévenue par la vaccination. L'OMS recommande que les enfants reçoivent trois doses de vaccin oral du poliovirus au cours de leur première année de vie. Consciente de la situation, la délégation régionale de la Santé pour le Nord, organise du

06 au 08 avril 2018 une campagne de vaccination contre la poliomyélite dans les districts de santé de la région.

L'objectif de cette campagne synchronisée transfrontalière est de toucher chaque enfant, des zones rurales les plus reculées aux zones urbaines les plus peuplées. Des centaines d'agents vaccinateurs formés vont s'activer pour atteindre chaque enfant. Les activités d'information sur la campagne ont déjà commencé, cela inclut la participation des autorités locales, des chefs traditionnels et religieux, la communication et la mobilisation sociale par des travailleurs sociaux et des volontaires ainsi que la diffusion de spots TV et radio. L'objectif de la campagne est d'atteindre un niveau critique d'immunisation contre la polio afin de stopper la circula-



La région prépare la campagne de vaccination contre la polio

tion du poliovirus sauvage. La priorité est de vacciner chaque enfant et dans les zones à haut risque de la région : districts réinfectés où des cas ont été signalés, districts ayant une faible couverture vaccina-

le régulière, ainsi que les zones où la surveillance des nouveaux cas laisse à désirer.

S'il est bien vrai qu'au Cameroun aucun cas de poliovirus sauvage n'a été identifié depuis 2014, sa

situation de terre d'accueil notamment dans ses zones frontalières ne saurait lui conférer la certification totale de pays à risque zéro de poliomyélite.

Félix Swaboka

Retrouvez tous les jours dans vos kiosques

Le Journal émergence
Le Premier
Quotidien Privé Bilingue au Cameroun



Quotidien émergence

1^{er} quotidien privé bilingue au Cameroun

The collage features several newspaper front pages with the following headlines:

- Budget 2018**: La présidence de la République va coûter 730 millions par semaine
- Paul Biya 35 years on**: what is left of Cameroon?
- Scarcity of water in Donga Mantung**: NGO puts the blame on indiscriminate planting of eucalyptus trees
- Parlement**: Ouverture de session budgétaire le 14 novembre
- Rebondissement**: Agbor-Balla chassé du Consortium
- Fako III**: Mayor Ekema remains the man of the people
- Deuxième pont sur le Wouri**: Les bouchons persistent malgré l'ouverture totale
- Lions Indomptables**: Hugo Broos tient sa liste
- Minifopra**: Sa gestion au scanner
- Budget 2018**: Qui aura quoi?
- Fako III**: CPDM section calls for unity during anniversary celebration
- Affaire des magistrats militaires**: Mbia Enguéné prêt à tout débattre
- Paul Biya's 35th anniversary**: Ghost towns slow down celebrations in Bamenda

Une information de qualité
Des analyses percutantes
Des bureaux dans les 10 régions
Une imprimerie moderne
Un réseau d'abonnés
Lisez et faites lire

Mtn Elite One

Coton sport passe à côté du fauteuil de leader

Le club de la ville de Garoua a loupé lundi dernier l'occasion de se hisser à la tête du classement provisoire du championnat.

Coton Sport de Garoua tenait en ce match de clôture de la onzième journée l'occasion de se hisser en haut du classement en attendant la suite. Et pour le match de lundi dernier, le club de la région du Nord avait l'avantage d'évoluer sur ses propres installations lors de la réception d'Eding Sport de la Lékié. Avec 19 points et deux longueurs de retard sur Fovu Club de Baham, le leader qui avait d'ailleurs déjà joué son match de cette journée, il aurait suffi que les poulains de Bertin Ebwelle s'imposent devant le neuvième au classement pour s'installer de manière provisoire à la tête du championnat Mtn Elite One. D'autant plus que le champion en titre, malgré son pharamineux recrutement d'avant-saison, ne compte encore que qua-

torze points, soit cinq de retard sur Coton sport de Garoua.

Il faut d'ailleurs dire que ce sont les locaux qui étaient à la peine à l'occasion de cette rencontre. Car Eding Sport de la Lékié était venu dans la région du Nord avec la ferme intention de remporter trois précieux points. On a alors pu constater que même si Cotonsport a eu le dessus sur les protégés de Fabien Mvogo la plupart du temps, ce sont les visiteurs qui ont ouvert le score juste avant la pause grâce Mbiakop sur une action personnelle. Il a donc fallu que les poulains de Bertin Ebwelle courent après l'égalisation dès la reprise. Mais ils ont eu fort à faire avec des poulains de Bonaventure Djonkep bien décidés à préserver leur acquis. Ils ont eu recours, entre autres, à la perte de temps qui a été tant et si bien comptabi-



Coton sport passe à côté du fauteuil de leader

lisée qu'ils ont eu droit à quatre minutes d'arrêt de jeu. C'est une rallonge dont les joueurs de Cotonsport de Garoua ont quant à eux su bien profiter, car c'est

au cours de ce temps additionnel qu'ils arrivent à égaliser par l'intermédiaire de NgweniNdassi. Les poulains de Bertin Ebwelle s'en tirent donc avec le point du

match nul qui leur permet seulement de s'accrocher à la deuxième marche avec vingt points.

Alfred Epacka

Lions Indomptables

Vers un nouveau sorcier blanc

Aucun Camerounais ne semble avoir la carrure pour l'emporter sur les différents concurrents au poste de sélectionneur national.

Ce n'est pas demain que le Cameroun fera mentir « nul n'est prophète chez soi ». Et ce n'est pas non plus Claude Makelele qui changerait l'addiction de notre pays pour les sorciers blancs. Car même si sa peau est couleur d'ébène, il est Français. On se rend alors bien vite compte que même si, pour la forme ou par conviction, certains Camerounais ont déposé leur cv, il reste évident qu'ils ont beaucoup de mal à parvenir à s'attirer les faveurs des pronostics, si les choses se passent raisonnablement. Cela se démontre d'ailleurs assez. Car parmi les noms qui semblent

sortir du lot, il n'y a pas un seul compatriote qui pointe son nez. C'est que tous les entraîneurs qui se retrouvent dans ce qui a toutes les allures d'une ébauche de la Short List ont un vécu et un palmarès qui ne laissent aucune chance aux techniciens camerounais.

Il faut cependant souligner que dans cette course à la tête de l'encadrement technique des Lions Indomptables du Cameroun à laquelle se livrent ces techniciens « blancs », il y en a au moins un, Willi Sagnol, qui risque ne pas beaucoup rencontrer la sympathie du continent noir. On n'a sûrement pas oublié qu'au cours d'une conférence de presse en novembre 2014, le tech-



Lions Indomptables

nicien français alors en poste dans les Girondins de Bordeaux, avait laissé entendre que « l'avantage du joueur, je dirai typique africain: il n'est pas cher... ». Cette déclaration qui n'a pas laissé indifférent, bien au contraire, ris-

que aujourd'hui de faire craindre une autre sur l'avantage des sélections nationales africaines qu'il pourrait sans doute un jour trouver moins stressantes, dans le meilleur des cas. Quoi qu'il en soit, la candidature de Sa-

gnol a pris du plomb dans l'aile lors de sa tentative de devenir entraîneur des Black Stars du Ghana l'an dernier à cause de ces propos qu'on espère que le Cameroun n'ait pas oubliés.

A.E.

Égypte

Abdel Fattah al-Sissi réélu, sans surprise, avec 97% des voix

Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Le taux de participation l'un des principaux – sinon le seul – enjeu de ce scrutin des 26, 27 et 28 mars s'établit à 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections. Lors d'une conférence de presse lundi, Lachine Ibrahim, président de cette Autorité a annoncé que le président sortant a récolté environ 22 millions de voix.

Si près de 25 millions d'Égyptiens ont exprimé leur vote, plus de 92% des bulletins ont été validés, le reste ayant été rejeté comme non-conforme.

La participation des Égyptiens reflète leur « foi dans la voie démocratique », s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la « vic-

toire » d'Abdel Fattah al-Sissi.

Les estimations annoncées depuis jeudi par la presse d'Etat, au lendemain d'un scrutin de trois jours, donnaient déjà Sissi victorieux à plus de 90%.

La stabilité au prix de violations des droits humains qualifiée de « mascarade » par certaines figures de l'opposition, cette présidentielle n'a pas réservé de surprise. Archi-favori, Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'État. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

Élu avec 96,9% des voix en 2014, Sissi est arrivé au pouvoir un an après la destitution par l'armée, dont il était alors le chef,

du président islamiste Mohamed Morsi, à la suite de manifestations massives contre ce dernier.

Artisan de la stabilité selon ses partisans, son régime est régulièrement pointé du doigt par les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'Homme qui dénoncent des violations des libertés individuelles et la répression des opposants.

La réélection de Sissi ne faisait aucun doute. Depuis le début de la campagne, le chef de l'État est omniprésent à la télévision comme sur les affiches dans les rues.

Renoncement et mise à l'écart
Moussa Mostafa Moussa est arrivé in extremis dans



Abdel Fattah al-Sissi réélu, sans surprise, avec 97% des voix

la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux. Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les

Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

Source Jeune Afrique

Expulsion ou prison pour les migrants

Israël fait marche arrière

Le gouvernement de Benyamin Netanyahou a annulé lundi un projet controversé d'expulsion de migrants africains et signé un accord avec l'ONU pour la réinstallation d'une partie d'entre eux dans des pays occidentaux.

« Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et Israël sont parvenus à un accord permettant le départ d'au moins 16.250 migrants africains vers des pays occidentaux, tandis que l'Etat d'Israël règlera le statut de ceux qui resteront sur place », indique un communiqué du bureau du Premier ministre Benyamin Netanyahou.

Ultimatum critiqué

Le gouvernement israélien avait d'abord prévu de donner le choix aux migrants de partir d'ici à début avril – soit pour leur pays d'origine, soit pour un pays tiers – ou d'aller en prison indéfiniment.

Ce projet avait suscité de nombreuses critiques, notamment du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) et d'ONG. Ces der-

nières semaines, des manifestations avaient réuni des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs villes du pays.

Selon le ministère de l'Intérieur, 42 000 migrants africains, principalement originaires du Soudan et d'Érythrée, vivent en Israël, dont la moitié – des femmes et des enfants – n'étaient pas menacés par ce plan. Ces migrants sont arrivés majoritairement après 2007 en s'infiltrant à partir du Sinaï égyptien. La frontière, à l'époque poreuse, avec l'Égypte a depuis été rendue quasiment hermétique. Ils se sont installés en nombre dans les quartiers pauvres de Tel-Aviv.

Une partie des migrants sera déplacée vers le Canada, l'Allemagne ou l'Italie. L'accord signé avec le HCR permet l'annulation immédiate

de l'expulsion vers un pays tiers comme prévu dans le plan précédent », précise le bureau du Premier ministre. Selon Benyamin Netanyahou, cet accord va permettre de déplacer une partie de ces migrants africains vers « des pays développés comme le Canada, l'Allemagne ou l'Italie ».

Refus des pays tiers

Lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision, Netanyahou a qualifié la signature de l'accord de « très importante » pour Israël. Le plan concerne notamment des milliers de Soudanais et d'Érythréens qu'Israël admettait ne pas pouvoir renvoyer dans leur pays sans mettre leur vie en danger. Le régime érythréen a été accusé par l'ONU de crimes contre l'humanité « généralisés et systématiquement ».



Des manifestants

Le gouvernement Netanyahou avait prévu de renvoyer les migrants vers des pays tiers sans préciser clairement lesquels. « Pour pouvoir les expulser légalement, il fallait l'accord d'un pays

tiers et quand nous avons vu ces dernières semaines que cette option n'existait plus, nous avons dû trouver une autre solution », a expliqué Netanyahou dans son allocution.

Source Jeune Afrique